

# Provocations atlantiques

par Serge Halimi

## LE MONDE *diplomatique*

### Provocations atlantiques

Les dirigeants des États européens membres de l'Alliance atlantique ont-ils voulu prendre exemple sur M. José Manuel Barroso, devenu lobbyiste pour Goldman Sachs après avoir présidé l'Union européenne? Ont-ils, par conséquent, profité du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) pour préparer leur reconversion comme conseillers d'une société américaine d'armements? Assurément absurde — enfin... on l'espère —, l'hypothèse est à peine plus effarante que la décision annoncée à l'issue de leur réunion de Varsovie, en juillet : le déploiement d'une nouvelle unité mobile de quatre mille hommes en Pologne ou dans l'un des États baltes. À portée de tir d'artillerie de Saint-Pétersbourg et du siège de la flotte russe en mer Baltique.

On imagine déjà la rancœur des dirigeants russes quand l'OTAN, structure héritée de la guerre froide et qui aurait mérité de disparaître avec l'URSS (1), se réunit là même où, sous l'égide de l'Union soviétique, fut signé en mai 1955 le pacte de Varsovie. Pour ne rien arranger, le général américain Curtis Scaparrotti, nouveau commandant des forces de l'OTAN en Europe, a déclaré que la « *structure de commandement* » devrait être « *assez agile pour que la transition se fasse naturellement entre la paix, la provocation et le conflit* » (2). Vous avez dit « provocation »? Le président ukrainien Petro Porochenko, en guerre larvée avec la Russie, a été convié dans la capitale polonaise, alors que son pays n'appartient pas à l'OTAN.

Il a pu y entendre le président des États-Unis rappeler son « *ferme soutien aux efforts de l'Ukraine pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale face à l'agression russe* ». Traduction : les sanctions occidentales contre Moscou seront maintenues « *tant*

que la Russie n'aura pas pleinement rempli ses obligations découlant des accords de Minsk (3) ». Washington et ses alliés persistent donc à occulter le rôle des manœuvres ukrainiennes dans l'annexion de la Crimée par Moscou tout comme dans le non-respect des accords de Minsk.

Pourquoi entretenir ainsi la tension entre les pays d'Europe et la Russie? Cela permet à Washington de prévenir tout rapprochement entre eux. Et de s'assurer, au lendemain du « Brexit », que son allié le plus docile, le Royaume-Uni, demeurera étroitement associé au destin militaire du Vieux Continent. Berlin, qui vient d'accroître son budget militaire, estime de son côté que, « sans un changement de cap, la Russie représentera dans un avenir prévisible un défi pour la sécurité de notre continent (4) ». On est presque tenté d'appliquer une telle formule à l'OTAN...

Les roulements de tambour de l'Alliance atlantique ont été recouverts par d'autres fracas. M. Barack Obama a dû écourter son séjour en Europe après l'assassinat de policiers à Dallas. Et, lors de son allocution du 14 juillet, quelques heures avant la tuerie de Nice, M. François Hollande a parlé du salaire de son coiffeur, mais n'a pas évoqué le sommet de Varsovie, à l'issue duquel la France venait de s'engager à contribuer au déploiement de troupes à la frontière de la Russie.

Serge Halimi

- (1) Lire Régis Debray, « **La France doit quitter l'OTAN** », *Le Monde diplomatique*, mars 2013.
- (2) Cité par *The Wall Street Journal*, New York, 11 juillet 2016.
- (3) Accords destinés à mettre fin au conflit en Ukraine orientale. Lire Igor Delanoë, « **L'Ukraine entre guerre et paix** », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.
- (4) Livre blanc allemand pour la défense, cité par *Le Figaro*, Paris, 14 juillet 2016.

« Le Monde diplomatique » ambitionne de faire vivre un journalisme affranchi des pouvoirs et des pressions. Une liberté qu'il doit essentiellement à ses acheteurs et abonnés.

**Faites un don Abonnez-vous**